



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

---

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

---

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

---

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

RC/ad hoc/5

ORIGINAL: anglais

DATE: 29 août 1978

## UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

COMITE AD HOC SUR  
LA REVISION DE LA CONVENTION

Genève, 11 au 15 septembre 1978

OBSERVATIONS SUR LE PROJET DE CONVENTION REVISEE

présentées par les Etats-Unis d'Amérique

Le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique a transmis, par lettre en date du 22 août 1978, les observations des Etats-Unis d'Amérique sur le projet d'Acte révisé de la Convention, en demandant qu'elles ne soient diffusées qu'aux près des Etats membres de l'UPOV. Une traduction de ces observations figure à l'annexe du présent document.

[L'annexe suit]

OBSERVATIONS DU DEPARTEMENT D'ETAT DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS  
D'AMERIQUE SUR LE PROJET D'ACTE REVISE DE LA CONVENTION DE PARIS  
DU 2 DECEMBRE 1961 POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VEGETALES

Lettre, en date du 22 août 1978, de M. Harvey Winter, Directeur  
de l' Office of Business Practices, au Dr Arpad Bogsch,  
Secrétaire général de l'UPOV.

Je vous écris pour vous fournir, ainsi qu'au Comité ad hoc sur la revision de la Convention, l'avis des Etats-Unis d'Amérique sur les articles du projet de Convention révisée qui nous posent encore des problèmes, sauf sur l'article 13. Nous supposons que nos difficultés peuvent être résolues par le Comité ad hoc à sa prochaine session; c'est pourquoi je suggère que cette lettre et notre prochaine lettre sur l'article 13 soient distribuées uniquement aux fonctionnaires intéressés des Etats membres actuels de l'UPOV.

Article 3

Nous croyons comprendre que l'Office des brevets et des marques pourra continuer à accorder le traitement national selon les modalités des articles 2 et 3 de la Convention de Paris [pour la protection de la propriété industrielle]. Le Département de l'agriculture m'a informé que le Bureau de la protection des obtentions végétales accordera des droits sur la base de la réciprocité en vertu du paragraphe 3).

Article 4

Les paragraphes 3)a) et b) proposés sont rédigés de telle façon qu'ils permettent à un Etat d'adhérer à la Convention en ne protégeant que 24 espèces d'un même genre. Nous nous demandons si ces dispositions ont pour finalité de permettre à un Etat offrant une telle protection limitée aux obtenteurs d'adhérer à l'Union, ou si leur étroitesse induite est la conséquence d'une erreur de rédaction. Quoi qu'il en soit, nous suggérons que les mots "ou espèces" soient supprimés dans ces paragraphes. Ceci n'empêcherait pas le Conseil d'accepter, sur la base du paragraphe 4), des nouveaux Etats membres qui ne sont pas en mesure d'accorder une protection plus étendue.

Article 5

Nous avons minutieusement étudié l'opportunité de la protection obligatoire des fleurs coupées. Des considérations pratiques nous ont toutefois convaincus qu'une telle protection devrait être laissée à la discrétion des Etats membres, comme c'est le cas actuellement en vertu du paragraphe 4).

L'exercice du droit d'obtenteur en vue d'empêcher les ventes non autorisées de fleurs coupées dépend principalement de la faculté de l'obtenteur d'empêcher leur importation. Beaucoup de pays (y compris les Etats-Unis d'Amérique) ne disposent pas d'une législation entièrement adaptée à ce problème et les obtenteurs en sont conscients. L'obligation incluse dans la Convention de prévoir cette protection rendrait l'adhésion à l'Union difficile, sinon impossible, pour beaucoup d'Etats. La meilleure protection des obtenteurs est conférée par l'adoption de la Convention par un grand nombre de pays; la protection obligatoire des fleurs coupées pourrait faire obstacle à cette adoption.

D'un autre côté, les obtenteurs devraient recevoir tout encouragement raisonnable à diffuser les nouvelles variétés. En conséquence, nous croyons qu'il serait opportun que la Conférence diplomatique recommande aux Etats membres de prendre des mesures pour protéger les fleurs coupées en vertu de leur législation nationale. A sa session de septembre 1977, le Comité d'experts pour l'interprétation et la revision de la Convention était convenu de l'opportunité d'une recommandation semblable sur la protection des jeunes plants. Les deux recommandations pourraient être combinées.

#### Article 6

Nous croyons comprendre que le Conseil de l'Union est convenu que l'Office des brevets et des marques peut appliquer les dispositions des articles 102 et 103 de notre législation sur les brevets au lieu des dispositions des paragraphes 1.a) et b) de l'article 6, conformément à l'article 34A.2). Nous croyons comprendre par ailleurs, et nous l'admettons, que le Bureau de la protection des obtentions végétales ne peut pas bénéficier de cet article. Pour l'application de la loi sur la protection des obtentions végétales, ce bureau est supposé juger la nouveauté selon les critères des paragraphes 1.a) et b).

Le Département de l'agriculture est conscient du fait que l'article 42 de la loi sur la protection des obtentions végétales ne prévoit pas le délai de quatre ans prévu par le paragraphe 1.b)ii). A l'occasion de plusieurs sessions de l'UPOV, ce Département s'est déclaré disposé à apporter un amendement mineur à l'article 42 en vue d'instituer un tel délai de quatre ans. Il considère qu'un tel amendement sert au mieux les intérêts de notre commerce des semences, et ne prévoit donc aucune opposition à sa promulgation.

Le Bureau de la protection des obtentions végétales utilisera le délai de grâce de l'article 6, bien que cet article ne prévoit pas que l'usage ou la notoriété antérieure de la variété font obstacle à la protection. Le Département de l'agriculture m'a toutefois fait savoir que ces motifs de refus d'accorder la protection ne sont vraiment pas applicables au commerce des semences. Abstraction faite des essais, ce secteur ne fait connaître les nouvelles variétés qu'en relation avec leur commercialisation. Par conséquent, le Département de l'agriculture apportera un amendement à la loi sur la protection des obtentions végétales afin de limiter l'application du délai de grâce à l'offre à la vente et à la commercialisation d'une nouvelle variété.

La deuxième phrase du paragraphe 1.b) ("Tout essai de la variété ne comportant pas d'offre à la vente ou de commercialisation n'est pas opposable au droit à la protection") implique qu'un essai comportant une offre à la vente ou une commercialisation, même si elle doit nécessairement se produire à l'occasion de l'essai, peut être opposé au droit de l'obtenteur à la protection. Une telle interprétation contredit la conclusion du Comité d'experts consignée dans les observations sur cet article (document IRC/VI/2), selon laquelle chaque Etat membre peut et, en fait, doit déterminer pour son propre compte la frontière entre l'utilisation expérimentale et la commercialisation. Il semble qu'il conviendrait d'apporter une solution à cette contradiction.

#### Article 7

Je crois comprendre qu'à la fois l'Office des brevets et des marques et le Bureau de la protection des obtentions végétales procéderont à l'examen conformément à la déclaration du Conseil (à sa dixième session ordinaire) sur cet article.

#### Article 10

A l'occasion de plusieurs réunions de l'UPOV, les délégations des Etats-Unis d'Amérique ont fait part de leurs soucis à propos du caractère restreint de l'article 10. Il ne tient pas compte du fait que les droits de brevets peuvent être restreints ou annulés aux Etats-Unis d'Amérique pour remédier à une infraction à la législation anti-trust. Il en est de même sans aucun doute pour les certificats de protection des obtentions végétales, bien que le cas ne s'est jamais présenté.

Ce conflit apparent entre l'article 10 et notre jurisprudence en matière de monopoles est résolu, à notre avis, en faisant appel à l'article 9. Celui-ci permet, sinon exige, que les droits d'obtenteur soient restreints dans l'intérêt public. Les infractions à notre législation sur les monopoles lèsent manifestement le public et toute solution apportée à ces infractions ne viole pas l'article 10. Notre conception des relations entre les articles 9 et 10, d'une part, et notre législation sur les monopoles, d'autre part, n'est toutefois consignée nulle part.

Le paragraphe 2) prévoit que l'obtenteur est déchu de son droit s'il n'est plus en mesure de présenter au service d'examen le matériel capable de reproduire la variété protégée. Nous sommes d'accord sur le principe énoncé dans le paragraphe 2) que le droit d'obtenteur ne doit pas persister si l'obtenteur n'est plus capable de reproduire la variété. Selon notre conception, cette disposition impose

la charge de la preuve à l'obtenteur lorsqu'il y a litige sur la validité de son droit. Cette charge de la preuve peut ne pas être exigée par notre loi sur les brevets de plantes. Les utilisateurs du système de brevets de plantes ont toutefois souligné que leur droit et le système dans son entier pourraient être consolidés si le maintien d'un échantillon de matériel de reproduction ou de multiplication était exigé. Incidemment, notre loi sur les inventions microbiologiques exige le maintien du micro-organisme sur lequel se fonde le titulaire du brevet, ainsi que sa mise à la disposition du public.

Nous estimons qu'il n'y aura pas d'objection importante à ce que l'on modifie notre loi sur les brevets de plantes en ce sens. Une telle modification pourrait prévoir que le titulaire d'un brevet de plante sera déchu de son droit à la protection s'il refuse ou n'est pas en mesure de fournir un échantillon de la variété protégée à un tribunal ayant à connaître de la validité du brevet ou à un service gouvernemental autorisé.

Dans la version anglaise, le paragraphe 2) semble être plus qu'une disposition imposant la "charge de la preuve". Il peut être interprété comme autorisant un service compétent à exiger du matériel de reproduction ou de multiplication et à déchoir l'obtenteur de son droit s'il n'est pas donné suite à sa demande. Une telle interprétation rend ses relations avec le paragraphe 3) très obscures.

Ne pourrait-on pas modifier le paragraphe 2) afin de préciser qu'il est étranger aux mesures relatives au maintien de la variété visées au paragraphe 3) ? Ceci pourrait être fait en remplaçant les mots "n'est pas en mesure de présenter à l'autorité compétente" par "ne possède plus" dans le paragraphe 2).

#### Article 11

Cet article accorde à l'obtenteur d'une variété nouvelle le droit de décider dans quel Etat membre de l'UPOV il déposera pour la première fois une demande de protection. Les articles 184 à 186 de notre législation sur les brevets prévoient toutefois que l'obtenteur doit obtenir une autorisation s'il demande la protection en premier lieu dans un autre Etat. Ces articles sont fondés sur la nécessité pour le Gouvernement de contrôler la transmission à l'étranger de tout renseignement pouvant porter atteinte à la sécurité nationale.

Les mêmes problèmes se posent en relation avec la Convention de Paris [pour la protection de la propriété industrielle]. Bien que la Convention de Paris ne contienne pas de disposition expresse autorisant un ressortissant d'un Etat membre à déposer sa première demande de brevet dans un autre Etat membre, ses dispositions sur le droit de priorité ont toujours été interprétées comme une autorisation implicite de faire ainsi. Un ressortissant d'un Etat membre déposant sa première demande dans un autre Etat membre peut revendiquer le droit de priorité dans son propre Etat sur la base de la première demande. Il est également entendu que, même en l'absence d'une disposition sur l'intérêt public équivalente à l'article 9 de la Convention UPOV, le droit de déposer une demande de brevet à l'étranger en vertu de la Convention de Paris peut être limité ou supprimé pour des raisons de sécurité nationale. Par conséquent, nous estimons que les articles 184 à 186 de notre législation sur les brevets sont conformes à l'article 11, précisément pour la même raison que celle pour laquelle ces articles sont conformes à la Convention de Paris.

#### Article 12

Cet article plutôt compliqué concerne le droit de priorité, comme l'article 4 de la Convention de Paris [pour la protection de la propriété industrielle]. Toutefois, les modalités de jouissance de ce droit diffèrent quelque peu entre les deux conventions. La Convention de Paris prolonge le délai de priorité lorsque la date d'expiration tombe sur un jour férié ou un jour où le bureau d'examen n'est pas ouvert. En outre, la priorité en vertu de la Convention de Paris ne doit pas nécessairement être fondée sur la première demande déposée si celle-ci est abandonnée sans laisser subsister de droit. Aucun de ces avantages n'est accordé aux obtenteurs en vertu de la Convention UPOV.

Il y a d'autres différences entre les conventions en ce qui concerne les dispositions de procédure gouvernant le bénéfice du droit de priorité. La Convention UPOV n'accorde à l'obtenteur que trois mois à dater du dépôt de la demande étrangère pour fournir au service étranger une copie de la demande déposée dans son pays. La Convention de Paris, par contre, ne fixe aucun délai. La Convention UPOV n'autorise pas non plus un service d'examen à exiger une traduction certifiée de la demande déposée dans le pays d'origine.

Nous croyons savoir qu'il a été officieusement convenu que l'Office des brevets et des marques pourra continuer à appliquer les dispositions de la Convention de Paris aux ressortissants des Etats membres de l'Union de Paris [pour la protection de la propriété industrielle] revendiquant le droit de priorité aux Etats-Unis d'Amérique. Le Bureau de la protection des obtentions végétales appliquera l'article 12 de la Convention UPOV. Il est nécessaire que cette interprétation soit consignée de façon appropriée.

Le paragraphe 3) prévoit un délai de quatre ans dont bénéficie l'obtenteur pour fournir le matériel de reproduction ou de multiplication à chaque service d'examen étranger auprès duquel il a revendiqué le droit de priorité. Ce matériel est utilisé pour effectuer des examens en culture. L'examen de la demande de protection ne peut commencer que lorsque ce matériel est reçu.

Nos délégations aux sessions de l'UPOV ont expliqué qu'un tel délai de quatre ans ne se justifie que si le matériel de reproduction ou de multiplication est examiné par le service d'examen. S'il n'est pas procédé à des examens officiels, comme cela serait le cas aux Etats-Unis d'Amérique, il n'y a pas lieu pour le service d'examen d'attendre jusqu'à quatre ans pour commencer l'examen de la demande de droit d'obtenteur ou de brevet.

Le Conseil est convenu que nous ne devrions pas être tenus de différer l'examen d'une telle demande. Toutefois, cet avis ne correspond pas au nouveau texte proposé du paragraphe 3). Cette incohérence pourrait être levée en ajoutant à la fin de la première phrase du paragraphe 3) l'expression "pour examiner ledit matériel".

J'estime qu'il serait extrêmement utile, pour la solution rapide des problèmes qui pourraient se poser en relation avec l'avis du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur les articles faisant l'objet de l'étude ci-dessus et sur l'article 13, qu'un représentant de ce Gouvernement puisse être invité à la prochaine réunion du Comité ad hoc sur la revision de la Convention UPOV, qui se tiendra du 11 au 15 septembre 1978. Si cela est possible, je vous saurais gré de bien vouloir m'en informer dans les meilleurs délais afin que nous puissions prendre nos dispositions pour assister à cette réunion. Si, entre temps, vous avez des questions sur notre avis ou si vous désirez des explications supplémentaires, je vous saurais gré de bien vouloir me le faire savoir.

[Fin du document]